Mouvement des Entreprises de France

Décarboner l'économie : combien ça coûte ?

Publié le 16 mai 2022

Le Medef a demandé à Rexecode d'évaluer le surcroît d'investissements nécessaire pour décarboner l'économie française afin d'en prendre la mesure et de pouvoir en tirer les conséquences en termes de planification et de financement. Les résultats de cette étude ont été présentés ce matin lors d'une conférence de presse.

L'étude s'inscrit dans la démarche de Rexecode, qui est d'i**ntégrer les politiques climatiques et les politiques macroéconomiques** afin de les rendre compatibles et socialement acceptables.

Le constat : la France est peu émettrice et ses émissions baissent depuis plusieurs décennies.
Le problème est que la prolongation des tendances actuelles **ne conduit pas à la neutralité carbone** en 2050. Il y a donc un défi à relever.

L'évaluation comporte deux étapes :

1. La première étape consiste à évaluer les **perspectives d'émissions de gaz à effet de serre dites « *tendancielles* »**. Deux approches ont été conduites : une **approche globale**, et une approche **par secteurs d'émissions**.
2. La deuxième étape est **l'évaluation des investissements supplémentaires (verts)** qui permettraient de résorber ces écarts.

La décarbonation de l'économie nécessite d'**augmenter les investissements** dès que possible pour arriver entre **2,1 et 2,9 points de PIB en 2030, soit de 58 à 80 mds€**, ce qui représente :

- **Pour les entreprises, +10 % à +13 % d'effort d'investissement (soit entre 31 et 43 mds€/an, sur un flux actuel de 320 mds€)**
  Principalement sur les véhicules utilitaires, le transport routier de marchandise, les bâtiments tertiaires, la production d'électricité (EnR, nucléaire) et l'industrie
- **Pour les ménages, +17 % à +24 % d'effort d'investissement (soit entre 27 et 37 mds€/an, sur un flux actuel de 155 mds€) et entre 1,6 % et 2,2 % de leur revenu disponible brut**
  Principalement sur les logements (isolation, chaudières) et les véhicules (véhicule hybrides + bornes de recharges)

Certes, les investissements produiront progressivement des économies de dépenses courantes (chauffage, carburants,...) facilitant leur financement...Mais il faudra une politique d'incitation adaptée

>> Télécharger le document présenté en conférence de presse au format PDF
>> Consulter l'intégralité de l'étude sur le site de Rexecode